



HAL
open science

L'Amérique latine aux urnes - Vote de rejet et vrai-faux outsiders

David Recondo

► **To cite this version:**

David Recondo. L'Amérique latine aux urnes - Vote de rejet et vrai-faux outsiders. Les Études du CERI, 2024, Amérique latine. L'Année politique 2023, 271-272, pp.59-61. 10.25647/etudesduceri.271-272.10 . hal-04419330

HAL Id: hal-04419330

<https://sciencespo.hal.science/hal-04419330>

Submitted on 26 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Troisième partie

L'Amérique latine aux urnes

Introduction. Vote de rejet et vrai-faux outsiders

par David Recondo

En 2023, des élections législatives et présidentielle (scrutin indirect) ont eu lieu à Cuba le 26 mars et le 19 avril, respectivement. Des élections générales se sont tenues au Paraguay (30 avril), au Guatemala (25 juin et 20 août), en Equateur (20 août et 15 octobre) et en Argentine (22 octobre et 19 novembre). Des élections régionales et municipales ont eu lieu en Colombie (29 octobre), tandis qu'au Mexique, les gouverneurs et députés locaux des Etats de Mexico et de Coahuila ont été élus le 4 juin. Enfin, au Chili, un conseil constitutionnel chargé de rédiger un projet de Constitution a été élu le 7 mai, et un référendum sur ce dernier s'est tenu le 17 décembre.

Tableau 2
Elections en Amérique latine en 2023

Dates	Pays	Types d'élection	Vainqueurs et partis	Participation*
26 mars et 19 avril	Cuba	Législatives et présidentielle (indirecte)	Miguel Díaz-Canel PCC	75,84 % (législatives) et 98,3 % (présidentielle)
30 avril	Paraguay	Présidentielle et législatives	Santiago Peña ANR-PC	45,89 %
7 mai	Chili	Conseil constitutionnel	PLR	85 %
4 juin	Mexique	Gouverneurs	Morena (Etat de Mexico) PRI (Coahuila)	50,5 % (Etat de Mexico) 56,56 % (Coahuila)
25 juin et 20 août	Guatemala	Présidentielle et législatives	Bernardo Arévalo Parti Semilla	59,45 %
20 août et 15 octobre	Equateur	Présidentielle et législatives	Daniel Noboa ADN	80,42 %
22 octobre et 19 novembre	Argentine	Présidentielle et législatives	Javier Milei La liberté en marche	77,05 %
29 octobre	Colombie	Régionales et municipales	Carlos Fernando Galan Nouveau libéralisme	Bogota : 51,98 %
17 décembre	Chili	Référendum	« Rejet »	84,48 %

* Premier tour
Partis : Parti Communiste de Cuba (PCC), Association nationale républicaine-Parti Colorado (ANR-PC), Parti républicain (PLR), Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), Action démocratique nationale (ADN)

Comme l'année précédente, et à l'exception des élections paraguayennes et cubaines, la sanction électorale des gouvernements sortants a prévalu. A première vue, le rejet des gouvernements en place a favorisé des outsiders, ces nouveaux venus en politique, issus des milieux d'affaires (Argentine, Equateur) ou de la « société civile » (Guatemala). Dans tous les cas, la victoire de ces nouvelles figures crée la surprise. Ainsi, en Argentine, l'économiste Javier Milei, qui s'autoproclame « anarcho-capitaliste », fait une percée lors des primaires du 13 août 2023, puis remporte le second tour de la présidentielle le 19 novembre 2023, alors qu'initialement les sondages le plaçaient très loin derrière les candidats des deux coalitions ayant alterné au pouvoir depuis 2015. Javier Milei est l'archétype de l'outsider antisystème, qui peut se targuer de ne jamais avoir frayed avec la classe politique qu'il qualifie de « caste »

et qu'il rend responsable de tous les malheurs des Argentins. Avant les élections, il n'était connu du grand public que par ses apparitions fréquentes sur les plateaux de télévision où il faisait étalage de son expertise économique. Rien, avant l'été, ne laissait prévoir le triomphe de ce personnage au look de rockeur échevelé un tantinet désuet dont les longs et très techniques exposés de théorie économique étaient ponctués par des harangues enflammées contre l'establishment.

Au Guatemala, Bernardo Arévalo crée aussi la surprise, au premier tour des élections, le 25 juin 2023. Candidat d'un petit parti de gauche (Parti Semilla), Arévalo est sociologue. L'essentiel de sa carrière de conseiller en maintien de la paix s'est déroulé à l'étranger. Comme son homologue argentin, il fait campagne contre la corruption de la classe politique mais il se dit social-démocrate, et son ton est modéré et conciliateur. En outre, il n'est pas un complet outsider. D'une part, il est le fils de l'ex-président et diplomate Juan José Arévalo (1945-1951) dont le souvenir reste vif dans la mémoire collective de la société guatémaltèque. D'autre part, il a été vice-ministre des Affaires étrangères de 1994 à 1995 et ambassadeur du Guatemala en Espagne de 1995 à 1996 ; il n'est donc pas un « parfait inconnu », mais plutôt un « héritier ».

En Equateur, c'est un autre « héritier », Daniel Noboa, qui remporte les élections extraordinaires. Ce dernier est un jeune (et très riche) entrepreneur sans expérience politique, dont le nom de famille est bien connu de ses compatriotes car il est fils du magnat de la banane et six fois candidat malheureux à la présidentielle, Alvaro Noboa. Tout comme Javier Milei et Bernardo Arévalo, sa virginité politique lui a permis de se démarquer de ses rivaux à qui il peut aisément reprocher d'être corrompus et d'avoir été incapables de régler les problèmes dont souffrent leurs concitoyens.

Au Paraguay, en revanche, c'est un parfait « insider » qui a remporté l'élection présidentielle, le 30 avril 2023, face à une opposition divisée. En effet, Santiago Peña est issu du parti Colorado, au pouvoir depuis plus de soixante-dix ans (excepté pour une courte parenthèse, entre 2008 et 2013), et il est le « protégé » de l'ex-président Horacio Cartes (2013-2018).

A Cuba, le 26 mars 2023, les membres de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire ont été élus pour un mandat de cinq ans. Suivant les règles du régime de parti unique, les candidats du PCC et apparentés ont remporté la totalité des sièges. Le 19 avril, les nouveaux élus ont voté, à l'unanimité, pour le président sortant et candidat unique à sa propre succession, Miguel Díaz-Canel.

Pas de grande surprise non plus au Chili, où le référendum sur le projet de Constitution qui s'est tenu le 17 décembre 2023 a confirmé ce que tous les sondages prédisaient : le rejet du projet élaboré par un conseil où l'opposition de droite au gouvernement de Gabriel Boric était majoritaire. Toutefois, le résultat de cette consultation reflète une forte polarisation entre ceux qui ont rejeté la proposition (55,76 %) et ceux qui l'ont approuvée (44,24 %) ; polarisation qui n'est pas sans rappeler le niveau de confrontation suscité par les élections guatémaltèques, équatoriennes et argentines.

Pour citer ce chapitre : David Recondo, « Introduction. Vote de rejet et vrai-faux outsiders », in D. Recondo (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 271-272, janvier 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].